

PROGRAMME ASIE

**L'ASIE DU NORD-EST FACE À LA CRISE CORÉENNE :
Enjeux de la relation sino-américaine pour le
leadership régional**

PAR MARC-HENRI SAILLARD

ANALYSTE-STAGIAIRE AU MINISTÈRE DES ARMÉES,
DIPLOMÉ DU MASTER GSI DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

NOVEMBRE 2017

ASIA FOCUS #53



Après un sixième essai nucléaire le 3 septembre 2017, les tensions s'accroissent davantage sur la péninsule coréenne entre le régime de Pyongyang et les États-Unis. Aux tests de missiles balistiques et essais nucléaires nord-coréens, répondent les rodomontades bellicistes du président américain Donald Trump, les condamnations du Conseil de sécurité et des démonstrations de force conjointes américaines et sud-coréennes¹ le long de la zone démilitarisée² (DMZ). La Chine, elle, tente d'éviter que la crise ne débouche sur un conflit ouvert, ce qui nuirait gravement à ses intérêts économiques, politiques et militaires dans la région.

Dans une telle situation, il semble légitime de se demander si le statu quo dans la péninsule coréenne — à savoir sa configuration géopolitique depuis la fin de la guerre de Corée en 1953 — pourrait évoluer. En faveur de quels acteurs ? Et quels pourraient être les freins et les moteurs d'une telle évolution ?

Alors que l'escalade verbale et militaire est de plus en plus virulente entre le leader nord-coréen et la présidence américaine, les acteurs régionaux ont, semble-t-il, trop à perdre dans l'évolution, quelle qu'elle soit, de la donne géopolitique régionale. Le président Trump, dès son entrée en fonction a cherché à faire évoluer la situation dans une région où l'Amérique voit monter le leadership chinois. Dans ce jeu de billard nucléaire à trois bandes, chacun des joueurs (États-Unis, Chine, Corée du Nord — et Russie dans une moindre mesure — détiennent l'arme nucléaire) a intérêt au maintien du statu quo. Malgré le fort regain d'activité nucléaire de Pyongyang, qui s'est émancipé de son voisin chinois et de la rhétorique belliciste du président Trump, la situation pourrait demeurer inchangée.

Le statu quo de la péninsule est un héritage de la guerre de Corée qui a opposé entre 1950 et 1953 la République Démocratique et Populaire de Corée du Nord (RDPC), soutenue par les Soviétiques puis les Chinois à la République de Corée (Corée du Sud) soutenue par les États-Unis et les Nations-Unies. À l'issue du conflit, aucun traité de paix n'a été accepté, seul un armistice, mettant fin aux hostilités, a été signé entre les belligérants à Panmunjeom le 27 juillet 1953. Cette configuration géopolitique héritée de la guerre froide avec une péninsule coréenne coupée en deux à la hauteur du 38^e parallèle a créé un état de fait dont chacun des acteurs ou spectateurs régionaux s'accommode tant bien que mal aujourd'hui. Mais pour mieux comprendre cette situation, présentée classiquement comme une survivance de la guerre froide, il semble utile de revenir dans cet article sur les acteurs de la crise, à savoir les États de la région, pour y déceler les agendas divergents et les enjeux différents que poursuit chacun des acteurs. Cela permettra d'analyser plus finement les enjeux autour de l'Asie du Nord-est, puis de comprendre que l'évolution du statu quo de la péninsule coréenne ne sera sans doute pas le fruit d'un accord politique au niveau régional entre les deux Corées, mais sera bien le résultat d'un arrangement au niveau mondial entre les États-Unis et la Chine, les deux superpuissances de la zone Pacifique.

LA CORÉE DU NORD : « SEULE FACE AU MONDE »

Un Etat « menacé » ne pouvant compter que sur ses propres forces... nucléaires

L'aboutissement du rêve nucléaire nord-coréen trouve son origine dans ce que l'on pourrait appeler la saga nationale du pays où est exaltée la « coréanité », la nécessaire réunification avec

¹ Lundi 18 septembre, des chasseurs bombardiers B-1 et des F-35B américains ainsi que des F-18 sud-coréens ont survolé ensemble la zone démilitarisée séparant la Corée du Sud et la Corée du Nord.

² La DMZ est une zone tampon séparant les deux Corée de bout en bout au niveau du 38^e parallèle. Elle fut créée en 1953 à la suite de la signature de l'armistice de Panmunjeom entre les deux Corée.

« les frères » du Sud et la détermination à résister aux menaces impérialistes qui pèsent constamment sur lui depuis la guerre de Corée. Pour se prémunir des influences extérieures, la RDPC a développé dans les années 70 un concept idéologique se démarquant du communisme soviétique et du communisme maoïste, le « *Juche* » ou « sujet »³ afin de créer une nouvelle voie vers le communisme. La doctrine du *Juche* attribuée faussement en Corée du Nord à Kim Il Sung lui-même, prône l'indépendance et l'autosuffisance. Cette pensée se trouve exprimée en politique étrangère par une peur des contacts avec l'étranger, une volonté farouche d'être autonome et de ne dépendre d'aucune nation ou aide extérieure.

L'avènement de la Corée du Nord comme puissance nucléaire, de facto, depuis les premiers essais en 2006 fait que « *La politique étrangère du pays repose en grande partie sur la « diplomatie nucléaire* »⁴. Selon le point de vue nord-coréen, l'obtention de l'arme nucléaire ne constitue pas seulement une fin, mais elle sert également, à dessein, d'outil de politique étrangère permettant, aux yeux du régime de Kim Jong-Il puis de son fils Kim Jong Eun, d'assurer la survie du régime et d'acquérir une position avantageuse dans ses interactions avec la « communauté internationale ».

L'omniprésente propagande du régime insiste régulièrement sur l'idée que les Nord-Coréens vivent dans un monde dangereux. Des références fréquentes sont faites à la prétendue pureté morale des Nord-Coréens (le concept est issu de la propagande japonaise durant l'occupation de la Corée pour justifier la politique d'annexion du Japon⁵). Selon les textes et les affiches de propagande, cette idée de pureté entraîne un besoin de protection face aux dangers du monde extérieur. Ce concept, largement véhiculé par tous les moyens, sert à démontrer au peuple nord-coréen qu'il a une supériorité non pas physique, mais morale vis-à-vis de l'étranger, supériorité dont il faut préserver la spécificité et l'homogénéité à tout prix⁶. La protection que réclame le peuple est incarnée par la présence bienfaitrice du *Leader et de l'armée*. D'ailleurs, la biographie officielle de Kim Jong Il mentionne que : « *le Cher général [Kim Jong Il] mena avec succès l'acquisition d'une dissuasion nucléaire qui protégerait la race coréenne pour toujours, en vérité, le fils [Kim Jong Il] a prouvé qu'il était à la hauteur de son grand-père [Kim Il Sung]* »⁷.

L'arme nucléaire, au service de la légitimité des Kim.

Le programme nucléaire nord-coréen commence dans les années 60 avec la construction à Yongbyon d'un réacteur nucléaire soviétique à des fins de recherche⁸. Depuis lors, le programme nucléaire n'a cessé de s'intensifier, tandis qu'en parallèle, un programme de missiles balistiques a été développé. Ces deux programmes visent à garantir l'indépendance du pays, selon le récit national. Depuis le premier essai nucléaire réussi en 2006, la propagande n'a eu de cesse de

³ B.R. Myres, *La race des purs : comment les Nord-coréens se voient*, saint-simon, 2010, p.49.

⁴ Benoît Hardy-Chartrand, « mémoire de recherche : la construction de la menace et la sécuritisation en Corée du nord : effets sur la politique étrangère », uqam, février 2012, p 89, en ligne <<http://www.archipel.uqam.ca/4579/1/M12388.pdf>>.

⁵ Pour justifier l'occupation japonaise de la Corée de 1905 à 1945, les propagandistes japonais de l'époque développèrent une campagne intitulée « le Japon et la Corée, un seul corps », qui insistait sur le fait que les peuples coréens et japonais se sont éloignés durant des millénaires, mais qu'ils forment un seul et même peuple, qu'ils ont la même lignée pure et unique. En reprenant ce concept à leur compte, les propagandistes nord-coréens ont développé à leur tour un concept s'articulant autour de la pureté de « la race nord-coréenne ».

⁶ Brian.R. Myers, « The cleanest race », conférence united states congress, cspan, 11 février 2010, en ligne, <<https://www.youtube.com/watch?v=xXPksdShNK0>>

⁷ Brian.R. Myres, op.cit, p.121-122.

⁸ Eric Chaverou, « Tirs de missile, nucléaire : la course à l'armement de la Corée du Nord », france culture, 4 septembre 2017, en ligne, <<https://www.franceculture.fr/geopolitique/tirs-de-missile-nucleaire-la-course-larmement-de-la-coree-du-nord>>.

louer la politique du *Songun*⁹ qui a permis de hisser la Corée du Nord au rang de puissance nucléaire. Cela lui permet de faire jeu égal avec l'Amérique. Cet événement, tout comme l'essai d'une bombe thermonucléaire le 3 septembre 2017, tient une place de premier ordre dans la saga nationale nord-coréenne, à quasi-égalité avec la libération de la péninsule par le *président éternel*, Kim Il Sung¹⁰.

Bien que membre du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) depuis 1985, la Corée du Nord de Kim Il Sung cherche, pendant cette période, à développer son programme nucléaire balbutiant et travaille à améliorer le missile soviétique Scud. Dans les années 90 le pays vit sa première transition dynastique, avec l'arrivée au pouvoir du fils de Kim Il Sung, Kim Jong Il. Ce dernier arrive au pouvoir en 1994, soit trois ans après la chute de l'URSS, qui subventionnait jusque-là l'économie nord-coréenne. Or, au cours des années 90, Kim Jong Il et les hauts dignitaires nord-coréens ont été témoins de l'invasion de l'Irak (en 1991), du discours de George W. Bush sur l'état de l'Union dans lequel était fait référence à « *l'axe du mal* » qui incluait la Corée du Nord¹¹, puis de la chute de Saddam Hussein. Relation de cause à effet ? Alors que se tenaient depuis deux ans à Pékin les « *pourparlers à 6* » entre la Corée du Nord, la Chine, les États-Unis, la Corée du Sud et la Russie en vue de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, la Corée du Nord se retire en 2005 de ces négociations.

Ces éléments permettent de souligner en partie la volonté farouche du *Cher Leader* de se doter de l'arme nucléaire comme ultime garant de l'intégrité territoriale du pays, qui légitime par ailleurs le maintien au pouvoir du clan des Kim.

L'arme nucléaire est également utilisée comme moyen de légitimité internationale du nouveau dirigeant, Kim Jong Eun. La stratégie nucléaire des Kim permet à l'appareil d'État de justifier son programme nucléaire auprès de sa population comme ultime garantie d'indépendance et de sécurité. À cet effet, le leader déclare que « *La supériorité militaire et technologique n'est plus aux mains des seuls impérialistes. L'époque où nous étions menacés d'une attaque nucléaire est désormais révolue*¹² ».

D'après la doctrine de sécurité nord-coréenne : « *La dissuasion nucléaire autorise un développement pacifique et permet à la Corée du Nord d'influer sur les décisions internationales [forcément hostiles] sur la péninsule coréenne et en Asie du nord-est*¹³ ».

L'arme nucléaire est intimement liée à la survie du régime (unique dynastie communiste au monde). Elle est aussi perçue comme un élément de soutien et de développement économique¹⁴.

Cette idée a été renforcée par Kim Jong un. En effet le 31 mars 2013 a été adopté le « *Byungjin* » (politique de développement parallèle) qui rend indissociable développement de l'économie et la mise au point de l'arme nucléaire¹⁵.

⁹ *Songun* peut se traduire par « priorité à l'armée » ou « primauté à la défense ». Cette doctrine politique introduite par Kim Jong Il vise à maintenir l'ordre existant, à renforcer le régime basé sur l'autorité personnelle du leader. De plus, elle permet de consolider le contrôle du dirigeant sur forces armées, dans le but de prévenir une tentative de putsch par une politique de cadeaux et d'avantages accordés aux militaires.

¹⁰ Brian..R. Myres, *op.cit*, p.135.

¹¹ George W. Bush, « Selected Speeches of President George W. Bush 2001-2008 », 29 janvier 2002, george bush white house archives, p.105, en ligne, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/bushrecord/documents/Selected_Speeches_George_W_Bush.pdf>.

¹² Philippe Pons, « *Corée du Nord : premier discours de Kim Jong-un lors d'une grande parade militaire* », 15 avril 2012, en ligne, <http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2012/04/15/kim-jong-un-promet-la-victoire-finale-lors-d-une-grande-parade-militaire_1685702_3216.html#uWJjmbGiklzxFO1.99>.

¹³ A. Mansourov, « *Kim Jong Un's Nuclear Doctrine and Strategy: What Everyone Needs to Know* », NAPSNET, Special Reports, 16 décembre 2014, en ligne, <<https://nautilus.org/napsnet/napsnet-special-reports/kim-jong-uns-nuclear-doctrine-and-strategy-what-everyone-needs-to-know/>>.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ « *Byungjin (Parallèle Développement)* », [globalsecurity.org](http://www.globalsecurity.org/military/world/dprk/byungjin.htm), en ligne, <<https://www.globalsecurity.org/military/world/dprk/byungjin.htm>>.

UNE SITUATION INCOMMODE, DONT S'ACCOMMODENT LES PAYS LIMITROPHES

La Corée du Sud : entre indifférence et maintien du statu quo avec la Corée du Nord.

Pour la Corée du Sud, qui partage avec la Corée du Nord un « état de guerre permanent » depuis 1953, le maintien du statu quo est de rigueur. L'État du sud de la péninsule fourbit ses armes lors de manœuvres conjointes avec les troupes américaines¹⁶ à chaque démonstration de force de son voisin du Nord. La Corée du Sud a finalement accepté, après un bras de fer avec la Chine, la mise en place du système de défense antimissile américain THAAD (*Terminal High Altitude Air Defense*) sur son territoire¹⁷. Cela a ravivé les craintes de la Chine concernant les radars du THAAD, qui dégraderaient, selon les autorités chinoises, leurs capacités nucléaires de secondes frappes¹⁸.

Liée par un accord de défense avec les États-Unis¹⁹, la Corée du Sud abrite sur son territoire près de 23 468 militaires américains à ce jour. Cet accord a permis à la Corée du Sud de se prémunir d'attaques venant du Nord et aux États-Unis de garantir le statu quo dans la péninsule. Cette présence permet en outre aux Américains de peser sur les décisions relatives à la stabilité de la péninsule.

Compte tenu de la montée en puissance de la Chine en Asie de l'Est, en particulier grâce au renouveau de la marine chinoise²⁰, les Américains ont un motif supplémentaire pour ne pas quitter la Corée du Sud. Cette dernière leur sert de tête de pont sur le continent asiatique face à la Chine.

Quant à la population sud-coréenne, elle paraît habituée aux menaces liées aux tensions avec la Corée du Nord. Les Sud-Coréens vivent depuis plus de six décennies dans cet état de crise permanente provoqué en grande partie par leur voisin du Nord. De nombreux Coréens se remémorent divers épisodes de tensions avec le Nord, comme la crise nucléaire de 1992 à 1994²¹. La CIA avait accusé la Corée du Nord d'avoir retraité de déchets nucléaires. Les accusations furent démenties par Pyongyang qui menaça de se retirer du TNP. Cela provoqua l'ire des États-Unis qui étaient prêts à attaquer la Corée du Nord.

Les crises récurrentes et la relative indifférence de la population face aux démonstrations guerrières du Nord incitent la Corée du Sud à maintenir une attitude hostile à toute idée de réunification.

Ayant vu le précédent de la réunification allemande au début des années 90, la Corée du Sud a bien conscience du coût exorbitant d'un tel projet de réunification en cas d'effondrement du régime des Kim. De nombreux problèmes se poseraient au gouvernement coréen relatif aux coûts, aux modalités et à la faisabilité d'un tel projet. Même si une volonté existe en faveur du projet à forte valeur symbolique qu'est la réunification, au nord comme au sud, elle ne peut se

¹⁶ Mokoto Rich, « *Looming War Games Alarm North Korea, but May Be a Bargaining Chip* », *new-york times*, 16 août 2017, en ligne ; <<https://www.nytimes.com/2017/08/16/world/asia/north-korea-us-war-games.html?mcubz=3>>.

¹⁷ Ankit Panda, « *China Hits Back at South Korea's THAAD Deployment Following North Korea's Latest ICBM Test* », *the diplomat*, 8 août 2017, en ligne, <<http://thediplomat.com/2017/08/china-hits-back-at-south-koreas-thaad-deployment-following-north-koreas-latest-icbm-test/>>.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ Les États-Unis et la Corée du Sud ont signé en octobre 1953 le *Mutual Defense Treaty*.

²⁰ Édouard Pflimlin, « *L'irrésistible ascension de la marine de guerre chinoise* », *IRIS*, 27 mars 2011, en ligne, <<http://www.iris-france.org/43188-lirresistible-ascension-de-la-marine-de-guerre-chinoise/>>.

²¹ Daniel Sabbagh, « *De la rhétorique à la pratique : les tribulations de la politique des États-Unis à l'égard de la Corée du Nord (1994-2002)* », *les études du CERI*, n° 89 — septembre 2002, en ligne, <<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01025340>>.

faire sans l'aval des grandes puissances ce qui entraînerait vraisemblablement une instabilité stratégique.

Comme le rappelle Christophe Paillard, « *La réunification reste un objectif partagé par les deux parties, mais les deux Corées en font plus un instrument tactique qu'une réalité stratégique* »²².

À ce titre la période de la *Sunshine Policy*, qui a correspondu au réchauffement des relations inter coréennes et à la création d'un dialogue entre les deux pays de 1998 à 2008 n'a pas abouti. En cause, l'échec de la diplomatie nucléaire entamée lors des « pourparlers à six ». La décennie du rayon de soleil s'est conclue par le retour des conservateurs en Corée du Sud (en 2006) et aux États-Unis (en 2004).

Du côté américain cette période a été marquée par le choc du 11 septembre puis par le discours de G. W. Bush de janvier 2002 sur l'état de l'Union — dans lequel la Corée du Nord est désignée comme faisant partie de « l'Axe du Mal ». Ces éléments ne peuvent que conforter l'idée selon laquelle le régime nord-coréen a cherché à se doter de l'arme nucléaire dans le but de se défendre.

En dépit d'une période de réchauffement des relations et du désir affirmé d'une possible réunification, la Corée du Sud semble aujourd'hui préférer le statu quo à une possible évolution, incitée en cela par les manœuvres de Pyongyang pour poursuivre son développement nucléaire. De plus la Corée du Sud a connu ces dix dernières années une croissance moyenne de 3 % par an. En moins de 20 ans le pays est devenu un leader mondial dans divers secteurs de l'économie. Depuis l'établissement de relations diplomatiques en 1992, la Corée du Sud a considérablement développé ses échanges avec la Chine et participe pleinement à la mondialisation. Cette réussite incite les dirigeants sud-coréens à percevoir leur pays comme une puissance économique qui compte sur la scène asiatique et mondiale. Toute idée de réunification pourrait donc leur faire perdre ce rang chèrement acquis.

De plus, l'évolution divergente des deux Corées ces soixante dernières années accroît les différences entre des populations vivant dans deux réalités totalement différentes.

La Corée du Sud, bien que séparée du nord depuis 1945, ne cherche donc pas à tout prix la réunification, les enjeux économiques et sociaux en étant trop importants. De plus, la forte présence américaine sur son sol et le développement de ses relations commerciales avec la Chine n'offrent à la République de Corée qu'une marge de manœuvre limitée sur tout ce qui concerne l'avenir de la péninsule soumis aux desiderata des Chinois et des Américains.

Le Japon face à la montée des tensions avec la Corée du Nord et la Chine : la tentation de se réarmer

Depuis plusieurs années, le Japon fait face à une augmentation des tirs de missiles nord-coréens passant au-dessus de son territoire et à une expansion de la puissance militaire chinoise jusque dans son espace aérien et ses eaux territoriales. Le Japon, tout comme la Corée du Sud, subit les contraintes liées au fait qu'il est l'un des deux principaux alliés stratégiques des États-Unis en Asie du Nord-est²³. Il est impliqué, sans le vouloir, dans un jeu global où se mêlent les intérêts des grandes puissances, États-Unis, Chine (Russie dans une moindre mesure) pour la domination de l'Asie du nord-est. L'hostilité du gouvernement japonais et celle de sa société civile envers le régime nord-coréen est due aux tirs de missiles qui enveniment les relations entre les deux pays, mais trouve également son origine dans l'Histoire.

²² Christophe-Alexandre Paillard, « La chute du régime nord-coréen est-elle envisageable ? », diplomweb, 20 mai 2017, en ligne, <<https://www.diploweb.com/La-chute-du-regime-nord-coreen-est-elle-envisageable.html>>.

²³ Marianne Péron-Doise, « *La redéfinition des relations Japon/Corée du Nord : un nouvel enjeu pour l'Asie du Nord-est ?* », revue internationale et stratégique, n° 49, printemps 2003, p.70.

Tout d'abord, la péninsule coréenne fut, de 1905 à 1945, soumise à une colonisation japonaise brutale. Par la suite, entre 1977 et 1983, 17²⁴ citoyens japonais (reconnus officiellement) furent kidnappés par les autorités de Pyongyang. Cet événement est toujours vécu par la société japonaise comme un « crime impardonnable » d'après les médias, ce qui participe à renforcer l'aversion des Japonais pour la Corée du Nord. À cela s'ajoute la focalisation de la diplomatie japonaise sur Washington, à partir des années 1990, qui accusait Pyongyang de développer un programme nucléaire militaire.

Enfin, le Japon abrite également sur son sol une forte communauté coréenne envers qui les Japonais ont toujours eu une grande méfiance. Ces Coréens issus des vagues d'émigrations durant la période coloniale (travailleurs forcés venus au Japon durant la Seconde Guerre mondiale) se sont regroupés au sein de « l'association générale des Coréens résidant au Japon ». Cette association serait le principal relais d'influence de la Corée du Nord au sein de la société japonaise. Les Japonais reprochent également à certains éléments de cette population coréenne d'avoir été complices dans les multiples enlèvements de Japonais perpétrés par la Corée du Nord, évoqués plus haut.

D'ailleurs la politique étrangère du Japon à l'égard de la Corée du Nord s'est longtemps concentrée sur les critiques envers le régime de Pyongyang ; en cause les différends entre les deux États à la suite des diverses affaires²⁵ et contentieux historiques cités plus haut.

La menace militaire que représentent les survols fréquents du nord du territoire japonais par des missiles de Pyongyang, ajoutée à l'incertitude liée à l'imprévisibilité apparente des Kim, grand-père, père et petit-fils, accroît le sentiment d'insécurité des Japonais à l'égard de Pyongyang. Cette inquiétude, ressentie par la population japonaise est utilisée par le parti au pouvoir, le Parti Libéral-Démocrate (PLD) pour justifier : la ligne dure du Premier ministre vis-à-vis de Pyongyang, son alignement sur Washington et les efforts de réarmement des forces d'autodéfense japonaises (avec en ligne de mire la remise en cause de l'article 9 de la constitution du pays). Bien que le Japon ait accepté le 3 novembre 1946²⁶ une constitution pacifiste (écrite par les Américains), lui interdisant la guerre, une partie de l'échiquier politique japonais, voyant le moment propice, dans un contexte géopolitique en voie de dégradation en Asie du Nord-est, souhaite la remise à plat de cet article, ce qui permettrait à l'armée japonaise de ne plus être uniquement dans une posture défensive et de pouvoir intervenir à l'étranger. Le Premier ministre conservateur (Parti Libéral-Démocrate) Shinzo Abe pousse en ce sens. Il a déclaré le 1^{er} mai 2017 : « *Nous allons faire au cours de cette année charnière un pas historique vers notre objectif majeur d'une révision constitutionnelle* 27 ». Derrière une telle assertion se trouve effectivement la crainte de voir le Japon menacé par une Corée du Nord devenue très arrogante et faisant de grands progrès en balistique ; mais également la crainte que représente la montée en puissance de la marine et de l'armée de l'air chinoise dans le Pacifique et dans la mer du Japon.

²⁴ « Abduction of japanese citizens by north korea, mai 2011, en ligne <<http://www.rachi.go.jp/en/ratimondai/jian.html>>.

²⁵ Axel Berkofsky, « *Japan's North Korea policy: Trends, controversies and impact on Japan's overall defence and security policy* », AIES Austria Institut für Europa und Sicherheitspolitik, mai 2011, p.5, en ligne, <<https://www.aies.at/download/2011/AIES-Studie-2011-02.pdf>>.

²⁶ « Article 9 : *Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation [...] il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu.* »

Vincent Ricouveau, « les enjeux de l'article 9 de la Constitution japonaise », village du droit, communauté juridique, 16 mars 2017, en ligne, <<https://www.village-justice.com/articles/Les-enjeux-article-constitution-japonaise-par-Vincent-Ricouveau-professeur,24493.html>>.

²⁷ Dorian Malovic, « Shinzo Abe pousse les feux pour réformer la Constitution pacifiste japonaise », la croix, 5 mai 2017, en ligne, <<http://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Océanie/Shinzo-Abe-pousse-feux-pour-reformer-Constitution-pacifiste-japonaise-2017-05-03-1200844285>>.

Les griefs japonais envers la Chine portent essentiellement sur des atteintes à la souveraineté du pays. Un document récent du Ministère de la Défense du Japon (MOD) énumère les incursions répétées de l'aviation et de la marine chinoise dans les eaux territoriales, autour des îles Sensaku/Diaoyu²⁸. Ces îles, bien que japonaises, sont revendiquées par la Chine qui a établi une zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) sur la mer de Chine orientale, qui empiète sur l'espace aérien japonais. Ce qui irrite vivement Tokyo.

Le ministère de la Défense chinois, lui, parle de provocation japonaise dans la zone de défense et d'identifications aériennes chinoise²⁹ au-dessus des îles Sensaku/Diaoyu. Le Japon traverse donc une vraie crise régionale, avec la Corée du Nord et la montée en puissance de la Chine (qui lui a également ravi la place de seconde puissance économique mondiale). Une crise nationale agite également le pays avec la décision de Shinzo Abe d'organiser des élections législatives anticipées.

Ces élections anticipées visent à asseoir davantage la majorité du PLD déjà conséquente (323 sièges sur 475) afin de réaliser les grandes ambitions du Premier ministre, dont celle de modifier l'article 9 de la constitution japonaise. Une victoire de Shinzo Abe lui permettrait de continuer à s'afficher en homme d'État défendant le Japon face aux nouvelles menaces.

LA CRISE NUCLÉAIRE NORD-CORÉENNE, UN ÉLÉMENT DE LA RIVALITÉ SINO-AMÉRICAINNE DANS LA ZONE PACIFIQUE

Les États-Unis et le problème coréen, un élément de perte d'influence américaine dans le Pacifique

La crise entre les États-Unis et la RDPC reflète l'affaiblissement de la primauté des États-Unis en Asie du Nord-est. La région revêt pourtant une importance stratégique pour les Américains qui maintiennent une présence militaire conséquente au Japon et en Corée du Sud.

La perpétuation du statu quo sur la péninsule coréenne depuis 1953 et la volonté affichée du régime de Pyongyang de se doter de l'arme nucléaire ont contraint les États-Unis à s'impliquer à plusieurs reprises dans des rounds de négociations. Les « pourparlers à six³⁰ » ont réuni l'ensemble des acteurs régionaux de 2003 à 2008 afin d'inciter la Corée du Nord à abandonner son programme nucléaire. Mais ceux-ci n'ont pas donné les résultats escomptés. À la mort de Kim Jong Il, en 2011, son fils Kim Jong Eun lui succède et décide de poursuivre la politique nucléaire de son père, tout en l'intensifiant, comme montre les dernières données sur le programme balistique et nucléaire nord-coréen. Le pays « en 2017 [...] a franchi des sauts qualitatifs importants [...] et pourrait disposer aujourd'hui de plusieurs dizaines d'armes nucléaires³¹ ». Devant ces développements très rapides, le président Trump décide dès son entrée en fonction de tourner le dos à la politique de *patience stratégique* de son prédécesseur Barak Obama qui a permis *in fine* à la RDPC de se doter de l'arme nucléaire.

À l'inverse des discours mesurés d'Obama, Trump lui a eu un discours nettement plus offensif à l'égard de Pyongyang. Notamment à la tribune des Nations Unies, mardi 19 septembre 2017 : « [...] Les États-Unis ont une grande force et une grande patience, mais si nous sommes contraints

²⁸ China's activities surrounding Japan's airspace, ministry of defense japan, en ligne, <http://www.mod.go.jp/e/d_act/ryouku/>.

²⁹ « Defense Ministry urges Japan to stop provocations in East China Sea », ministry of national defense the people's republic of china, 4 juillet 2016, en ligne, <http://eng.mod.gov.cn/TopNews/2016-07/04/content_4687611.htm>.

³⁰ « Pourparler à six : 1^{er} au 6^e round de négociation », la Corée du Nord à la loupe, KBS radio South korea, en ligne, <http://world.kbs.co.kr/special/northkorea/contents/archives/six-party/1st_round.htm?lang=f>.

³¹ « La crise nord-coréenne : faits et chiffres sur les essais balistiques et nucléaires nord-coréens », fondation pour la recherche stratégique, 16 septembre 2017, en ligne, <<https://www.frstrategie.org/publications/autres/dossiers/2017/la-crise-nord-coreenne/>>.

de nous défendre ou de défendre nos alliés, nous n'aurons pas d'autres choix que de détruire totalement la Corée du Nord [...]». Pour Donald Trump c'est sans doute la forme de langage à tenir face à la Corée du Nord et face à la Chine. C'est un langage de fermeté sans ambages. L'adversaire est menacé d'apocalypse, sous-entendu : les bénéfiques politiques, diplomatiques, militaires, d'une éventuelle attaque en provenance du Nord seraient très rapidement anéantis par les représailles des États-Unis, qui annihileraient l'attaquant. Menacer l'attaquant d'une riposte dont le coût serait insupportable est le fondement même de la dissuasion nucléaire.

Par ce biais, les États-Unis justifient leur forte présence dans le Pacifique³², héritage de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. Ils disposent dans la zone : de la 7^e flotte (composée de 50 à 70 vaisseaux avec 140 avions), de 23 468 hommes en Corée du Sud et de 39 345 hommes au Japon³³. Des démonstrations de force des armées américaines et coréennes du sud et le survol de la DMZ par des bombardiers stratégiques américains ont d'ailleurs eu lieu afin d'essayer d'infléchir la position de Kim Jong Eun³⁴. Ces évolutions politiques et militaires combinées à la rhétorique belliciste de Trump, tranchent avec la posture de l'administration précédente, peu encline à utiliser la force³⁵.

De prime abord, Trump pourrait apparaître comme un leader constamment sur la brèche défendant pied à pied les intérêts des États-Unis comme il l'a dit dans son discours d'investiture, « *The time for empty talk is over. Now arrives the hour of action* »³⁶. Toutefois, cette attitude est à relativiser si l'on considère les premières décisions prises par le président américain. Il a en effet dès son élection rompue de lui-même avec la stratégie initiée par Obama de « Pivot vers l'Asie » en retirant les États-Unis du Traité Trans-Pacifique (TTP). « *Le Partenariat Trans pacifique [traité de libre-échange] constituait la pierre angulaire du "pivot vers l'Asie" [...] et destiné à contrer l'influence de la Chine dans la région*³⁷ ». Le retrait américain du TTP fournit à la Chine une bonne marge de manœuvre pour faire pencher l'équilibre géopolitique de l'Asie en sa faveur. Par ailleurs, au plan diplomatique, le Département d'État fait face à une pénurie de diplomates. Sur les 6 sous-secrétaires d'État, un seul est en fonction, de plus aucun ambassadeur n'a encore été nommé par Trump à Séoul³⁸. Le Président américain a en outre ordonné un audit du Département d'État où des coupes budgétaires ont été décidées.

L'affaiblissement de la diplomatie américaine qui ne pourra se mesurer qu'à moyen terme permet à Donald Trump d'être en position de force face à son Secrétaire d'État, Rex Tillerson. Son autorité étant maintenant renforcée, le président s'est montré plus insistant envers Pékin en réclamant que la Chine applique complètement et entièrement les sanctions internationales à l'encontre de son voisin et « allié » la Corée du Nord afin qu'elle renonce à son programme nucléaire.

La position de Donald Trump surprend à plus d'un titre nombre d'observateurs. Son ton ouvertement belliciste, sa gestion de la crise à coup de tweet désarçonne plus d'un diplomate. Sa

³² Andrey Sushentsov, U.S. military presence in Asia-Pacific region, foreign policy, 14 décembre 2013, en ligne, <<http://www.foreignpolicy.ru/en/analyses/u-s-military-presence-in-asia-pacific-region/>>.

³³ Oliver Holmes, « *What is the US military's presence near North Korea?* », the guardian, 9 août 2017, en ligne, <<https://www.theguardian.com/us-news/2017/aug/09/what-is-the-us-militarys-presence-in-south-east-asia>>.

³⁴ Laurent Lagneau, « *Démonstration de force américaine et sud-coréenne après le tir d'un missile intercontinental nord-coréen* », opex360, 5 juillet 2017, <<http://www.opex360.com/2017/07/05/demonstration-de-force-americaine-et-sud-coreenne-apres-le-tir-dun-missile-intercontinental-nord-coreen/#ITLZgctGrTHlu02R.99>>.

³⁵ « États-Unis. Le président Obama et l'emploi de la force militaire américaine », les enjeux internationaux, France culture, 12 septembre 2014, en ligne, <<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/etats-unis-le-president-obama-et-lemploi-de-la-force-militaire>>.

³⁶ « Full text : 2017 Donald Trump inauguration speech transcript », politico, 20 janvier 2016, en ligne, <<http://www.politico.com/story/2017/01/full-text-donald-trump-inauguration-speech-transcript-233907>>.

³⁷ « Après le retrait américain du TPP, l'Asie dans les bras de la Chine? », asialyst, 24 janvier 2017, en ligne, <<https://asialyst.com/fr/2017/01/24/apres-retrait-trump-tpp-asie-dans-bras-chine/>>.

³⁸ « *Tensions Run High at the State Department* », cnbc news, 18 septembre 2017, en ligne, <<https://www.nbcnews.com/nightly-news/video/tensions-run-high-at-the-state-department-1049319491512>>.

volonté de régler le problème nord-coréen à sa manière met Rex Tillerson en porte à faux. Le Secrétaire d'État, en coulisse et sur un ton plus diplomatique, tente de trouver une issue non militaire à cette crise³⁹. À l'heure actuelle, des canaux de communication existeraient avec Pyongyang qui obligerait Washington à passer par Pékin pour trouver une issue à ces fortes tensions et menaces nucléaires. Un dialogue d'alcôve, ambigu, est en train de s'instaurer entre les États-Unis, la Chine et la Corée du Nord.

La cacophonie au sommet de l'État américain, illustrée par les changements de position soudains de l'administration présidentielle et la décision de retrait du TTP ajoutée aux coupes budgétaires du Département d'État, affaiblit la position des États-Unis sur le dossier nord-coréen et dans le Pacifique plus généralement. Elle met de plus en lumière les tensions et les divisions entre les différents acteurs du dossier nord-coréen.

Le point de vue chinois sur la crise nucléaire nord-coréenne, « l'épine dans le pied de Washington »

Avec l'arrivée de Kim Jong un en 2011 à la tête de l'État nord-coréen, la Chine avait conçu des espoirs d'amélioration de la situation grâce au mentor et oncle du dirigeant nord-coréen, Chang Song Taek. C'était un homme d'appareil qui bénéficiait de liens privilégiés avec Pékin. Il souhaitait œuvrer à des réformes économiques avec le soutien chinois. Mais les espoirs de Pékin furent de courte durée. Kim Jong un ordonna des purges massives en 2013 et fit exécuter de nombreux apparatchiks, dont son oncle, accusé de corruption et considéré comme ayant des liens trop étroits avec la Chine⁴⁰. Ces éliminations permirent au dirigeant nord-coréen de rompre la relation de vassalité avec le grand voisin chinois et d'affirmer qu'il ne suivrait pas la voie chinoise de développement économique. Malgré ces événements, la Chine continue de considérer, et ce depuis fort longtemps, que la Corée du Nord fait partie intégrante de son aire d'influence.

Actuellement, il est impératif pour la Chine que les États-Unis passent par elle pour résoudre cette crise, ce qui mettrait les américains en position de faiblesse, en tant « qu'obligés » de la Chine. C'est actuellement le cas pour Rex Tillerson. Il en a été de même lors des rounds de négociations de 2003 à 2008. Ces « pourparlers à six » avaient été organisés à l'initiative de Pékin, désireuse de conserver un environnement pacifique pour assurer son développement économique. Le but de la Chine est de ne provoquer personne et de favoriser son commerce. Toutefois, cet équilibre semble aujourd'hui moins pertinent. En cause, l'obstination de Kim Jong Eun à poursuivre le développement de son programme nucléaire.

Pékin a pris la mesure de l'escalade verbale entre les États-Unis et la Corée du Nord. Elle voit se déployer à ses portes le système antimissile américain THAAD, ce qui a engendré quelques tensions avec les Coréens du sud et les Américains.

Pour la Chine, une intervention américaine reviendrait à rouvrir le chapitre douloureux de la guerre de Corée où l'enjeu pour les États-Unis était de repousser le communisme jusqu'au fleuve Yalou (fleuve marquant la frontière entre la Corée du Nord et la Chine). Pour les Nord-coréens, soutenus par les Chinois, le but était de s'emparer de toute la péninsule coréenne. Même aujourd'hui les autorités de Pékin ne peuvent concevoir que le Nord de la péninsule passe à terme sous influence américaine si réunification ou effondrement du régime il y a. La Chine cherche donc à maintenir le statu quo. Mais cela pose problème aux les Américains car cela

³⁹ David Ignatus, « *Tillerson is working with China and Russia — very, very quietly* », washington post, en ligne, <https://www.washingtonpost.com/opinions/tillerson-is-working-with-china-and-russia--very-very-quietly/2017/09/07/1aed4970-9416-11e7-89fa-bb822a46da5b_story.html?utm_term=.03c5941bb45e>.

⁴⁰ John Pomfret, « *The real reason China won't turn against North Korea* », washington post, 8 septembre 2017, <https://www.washingtonpost.com/news/global-opinions/wp/2017/09/08/the-real-reason-china-wont-turn-against-north-korea/?utm_term=.825d74f31c7c>.

équivaldrait à accepter un État nucléarisé au nord de la péninsule, ce que ne peut accepter Washington.

Pour les Chinois, la péninsule coréenne représente également un enjeu stratégique majeur, car c'est la voie terrestre la plus courte pour arriver à Pékin et au cœur de la Chine. De plus, la mer Jaune représente un axe majeur du commerce chinois, tous les grands ports de la Chine sont situés le long de cette mer et de la mer de Chine Orientale. Une présence plus importante de troupes américaines dans cette zone serait mal vue par Pékin.

Enfin la Corée du Nord joue un rôle d'État tampon pour les Chinois. Il prémunit d'une trop forte présence américaine le long des frontières chinoises dans un contexte d'affirmation de la Chine⁴¹.

Les Chinois condamnent depuis de longues années les essais nucléaires et balistiques nord-coréens, mais mollement, car ils servent en fin de compte leurs intérêts. Le rôle de la Chine demeure donc ambigu. Elle a sanctionné Pyongyang, mais dans le même temps elle a fait pression sur la Corée du Sud en sanctionnant, sans le dire⁴², de nombreux secteurs de l'économie coréenne ayant des liens avec la Chine, dans le but que soit démantelé le système antimissile américain THAAD⁴³. À l'ONU, l'ambassadeur de Chine a rappelé à l'adresse des Américains qu'un renforcement de la présence militaire américaine dans la péninsule, ainsi que le maintien du système THAAD, « *compromettra sérieusement l'équilibre stratégique de la région et compromettra les intérêts stratégiques de [...] la Chine* »⁴⁴.

Pour la diplomatie chinoise, la volonté de RDPK de poursuivre ses essais et de défier les États-Unis, permet un réarmement japonais et une intensification de la présence américaine dans la région (pour protéger le Japon et la Corée du Sud), ce qui permet à son tour à la Chine de justifier son réarmement⁴⁵ pour se prémunir d'une trop forte présence américaine dans sa zone d'influence. Mais la Chine dispose de forts moyens de pression sur la Corée du Nord. Elle est en effet destinataire de 92 %⁴⁶ des exportations de ce dernier pays. Cette situation de quasi-monopole sur les exportations de Pyongyang en fait un partenaire vital pour l'économie nord-coréenne qui manque cruellement de devises. Ces devises étaient obtenues notamment par les banques chinoises qui permettaient aux Nord-Coréens résidant en Chine d'effectuer des transferts de fonds. Cela leur est désormais refusé par les autorités chinoises⁴⁷ qui tentent de montrer leur bonne volonté aux Américains. Afin d'augmenter la pression sur Pyongyang, le ministre du Commerce chinois a annoncé jeudi 28 septembre que les entreprises établies en Chine par des entités ou des ressortissants nord-coréens devront fermer d'ici à janvier 2018⁴⁸.

⁴¹ Timothy R. Health, Kristeen Gunness, Cortez A Cooper, « The PLA and China's Rejuvenation National Security and Military Strategies, Deterrence Concepts, and Combat Capabilities », RAND Corporation, 2016, p.42, en ligne, <https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR1400/RR1402/RAND_RR1402.pdf>.

⁴² Frédéric Ojardias, « Corée du Sud : des sanctions chinoises qui ne disent pas leur nom », rfi, 9 février 2017, en ligne, <<http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20170209-coree-sud-sanctions-economiques-pek-in-seoul-bouclier-thaad>>.

⁴³ Terminal High Altitude Air Defense.

⁴⁴ Lui Jieyi, « Statement by Ambassador LIU Jieyi after Voting on the Security Council Resolution on the DPRK », permanent Mission of the people's republic of china to the UN, 5 août 2017.

⁴⁵ Caroline Roux, « Bombe H : Kim Jong un fait trembler le monde », C dans l'aire, France 5, 4 septembre 2017, en ligne, <<https://www.france.tv/france-5/c-dans-l-air/235187-coree-du-nord-l-essai-de-trop.html>>.

⁴⁶ Julie Ruiz, « Le poids de la Chine dans le commerce nord-coréen en 5 chiffres », le figaro, 16 août 2017, en ligne, <<http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/dessous-chiffres/2017/08/14/29006-20170814ARTFIG00132-le-poids-de-la-chine-dans-le-commerce-nord-coreen-en-5-chiffres.php>>.

⁴⁷ Lee Farrand, « Beijing orders banks to close accounts for North Koreans », dailynk, 9 septembre 2009, en ligne, <<http://www.dailynk.com/english/read.php?num=14709&catId=nk01500>>.

⁴⁸ « La Chine impose la fermeture des entreprises nord-coréennes sur son territoire en application des sanctions de l'ONU », le monde, 28 septembre 2017, en ligne, <http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/09/28/la-chine-impose-la-fermeture-des-entreprises-nord-coreennes-sur-son-territoire-en-application-des-sanctions-de-l-onu_5192889_3216.html#HjboC81JFkX6lHl.99>.

Pékin se voit désormais dans l'obligation d'accroître ses pressions devant l'obstination de Kim Jong un qui pourrait, s'il est acculé, exercer des représailles contre la Chine.

Si une telle éventualité se produisait, Pékin pourrait essayer de forcer Kim Jong Eun à quitter le pouvoir pour le remplacer par un homme favorable à ses intérêts, tout en cherchant à préserver la stabilité du régime en place.

Cette position « d'arbitre » permet à la Chine de faire discrètement pression sur les États-Unis et ses alliés ainsi que sur la Corée du Nord pour tenter d'obtenir une négociation directe entre les parties prenantes. Le contexte régional est en effet marqué par une évolution de l'équilibre des forces en Asie orientale, due en majeure partie à la croissance économique chinoise et au développement des moyens de l'Armée Populaire de Libération ces dernières années. L'évolution de la stratégie de la *People Liberation Army Navy* (PLAN), par exemple, est emblématique. Elle est passée d'une stratégie de défense côtière, à une stratégie de « *défense active des côtes au large (offshore) combinée à une stratégie Anti-Access/Area-Denial (A2AD)*⁴⁹.

Cette évolution stratégique de la PLAN, couplée à une politique d'artificialisation des récifs coralliens de la mer de Chine méridionale afin d'y implanter des moyens militaires, met en difficulté les stratèges américains de la Navy. Ces derniers sont nécessairement obligés de composer avec une puissance militaire chinoise en pleine expansion dans le Pacifique alors même que les États-Unis sont mis en difficulté dans la mer de Chine méridionale par la stratégie 2A/AD chinoise, et en Asie du Nord-est avec le cas coréen qui fait de la Chine leur intermédiaire indispensable pour éviter d'opter pour une solution militaire à la crise actuelle. Ces événements concomitants, pris en exemple, contribuent à affaiblir la prédominance américaine dans la zone Pacifique.

PERSPECTIVES

La fin du statu quo sur la péninsule coréenne ne semble pas se dessiner dans l'immédiat. Les relations entre les divers acteurs régionaux impliqués dans la crise nord-coréenne (les États-Unis, la Chine, la Corée du Sud, le Japon, la Russie) sont complexes. Leurs divergences d'intérêts sur le problème nord-coréen sont telles qu'une solution commune ne pourra pas émerger rapidement entre eux, sans concessions importantes de part et d'autre. Le maintien du statu quo, dans ces conditions, leur paraît préférable, sans doute au moins à moyen terme.

Les récents progrès balistiques nord-coréens mettent les États-Unis sous pression. Au vu des avancées du régime de Kim Jong Eun en matière de missiles, « *le territoire américain pourrait être à portée des missiles équipés de charges nucléaires à horizon de deux ans*⁵⁰ ».

La puissance américaine de plus en plus contestée en Asie Pacifique, jusque dans sa sphère d'influence traditionnelle, ne peut faire l'économie d'une solution politique et diplomatique. La Corée du Nord, petit État pauvre, mais nucléarisé, cherche à jouer d'égal à égal avec les États-Unis dans un jeu de grandes puissances pour l'hégémonie en Asie du nord-est et d'une manière plus large sur la zone Pacifique. La Chine a également intérêt, avec la Russie dans une moindre mesure, à ce que cette crise soit le point de départ d'un repli américain dans la région. Un deal entre Américains et Chinois pourrait débloquer une situation complexe où la Corée du Nord agit comme un électron libre à même de perturber fortement l'équilibre régional et mondial.

Dans l'immédiat, les deux puissances devront trouver un *modus vivendi* pour limiter les frictions concernant d'un côté la volonté chinoise d'expansion, de l'autre, la détermination américaine d'imposer ses vues dans le Pacifique pour maintenir son hégémonie. Toutefois, le chef d'état-

⁴⁹ Young S.Kim, *Op. Cit*, p.85.

⁵⁰ Pierre Verluise ; « interview de Benjamin Hautecouverture : la Corée du Nord et l'arme nucléaire », fondation pour la recherche stratégique, 28 septembre 2017, en ligne, <<https://www.youtube.com/watch?v=xclpFmhBY4M&feature=youtu.be>>.

major de l'US Army, le général Mark Milley⁵¹ se montre circonspect sur une éventuelle intervention militaire. Il a déclaré en guise d'avertissement aux *policy makers* de Washington que les options présentées au Président pour tenter de résoudre la crise coréenne ne sont pas sans risques et que c'est une question excessivement complexe. Enfin, il a rappelé que la décision finale reviendrait en fin de compte aux décideurs politiques. Le rôle de l'administration Trump dans l'augmentation des tensions et la position de la Chine souhaitant un règlement diplomatique de la crise démontrent que la question nucléaire nord-coréenne ne sera pas réglée au niveau de la péninsule, mais seulement à l'échelle mondiale. Ce qui rend le problème encore plus complexe⁵² car il entraîne des jeux de puissances entre Chinois et Américains.

Cette énième crise coréenne met en lumière la contestation de la puissance américaine dans la péninsule coréenne. La résolution et l'issue de ce conflit pourraient être de bons indicateurs des rapports de forces sino-américains dans le Pacifique pour les années à venir ; et pourrait affirmer ou infirmer un recul de l'hégémonie américaine en Asie-Pacifique au profit de la Chine.

Il reste maintenant à envisager l'avenir. Cette crise ne marque-t-elle qu'un épisode parmi une succession de crises ? Y a-t-il une volonté de normalisation ? Est-elle le point de départ d'une nouvelle donne géopolitique de la zone Asie-Pacifique ?

La probabilité d'une évolution de la situation de la péninsule coréenne vers une hypothétique réunification ou un effondrement du régime paraît faible, les enjeux sont trop importants.

En revanche, il est probable que la crise nord-coréenne ne sera pas jugulée si le régime de Kim Jong Eun persiste et franchit encore de nouvelles étapes vers la mise au point d'un missile doté d'une charge nucléaire, ce qui est tout de même son but avoué. Un des objectifs à moyen terme de Kim Jong Eun pourrait être de bousculer davantage le schéma géopolitique en souhaitant réunifier par les armes la péninsule coréenne, une fois son pays doté de capacités nucléaires complètes et opérationnelles. À coup sûr, un tel changement de cap de la part du leader nord-coréen serait à même de créer une crise bien plus grave encore que la crise actuelle qui impliquerait de facto les Chinois, les Russes et les Américains dans un conflit. ■

⁵¹ Ryan Brown, « US Army chief: 'No risk-free options' on North Korea », cnn politics, 10 octobre 2017, en ligne, <<http://edition.cnn.com/2017/10/09/politics/north-korea-us-army-no-risk-free-options/index.html>>.

⁵² Valérie Gelézeau, « Corée du Sud-Corée du Nord : des relations influencées par les enjeux géopolitiques locaux et régionaux », Hérodote 2011/2 (n° 141), p. 57-63, p.59, en ligne, <<https://www.cairn.info/revue-herodote-2011-2-page-57.htm>>.

ASIA FOCUS #53

L'ASIE DU NORD-EST FACE À LA CRISE CORÉENNE : ENJEUX DE LA RELATION SINO-AMÉRICAINNE POUR LE LEADERSHIP RÉGIONAL

PAR **MARC-HENRI SAILLARD**/ANALYSTE-STAGIAIRE AU MINISTÈRE DES ARMÉES, DIPLÔMÉ DU MASTER GSI DE L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

NOVEMBRE 2017

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org